

## Mardi du Grand Continent du 6 décembre 2022

Compte-rendu rédigé par Martin Bottinelli

Le 6 décembre, pour un Mardi du Grand Continent portant sur les nouveaux fronts de l'espace numérique, nous avons eu le plaisir d'accueillir, dans les locaux de l'Ecole Normale Supérieure :

- **Louis de Catheu**, fonctionnaire, spécialiste des politiques numériques, auteur de "[Jake Sullivan : la guerre technologique entre Washington et Pékin](#)" et de "[État, puissance et technologie : le techno-nationalisme à Washington](#)"
- **Asma Mhalla**, conseillère stratégique en matière de politique technologique, membre du LAP (Laboratoire d'Anthropologie Politique de l'EHESS/CNRS), auteure également de "[La doctrine Musk : technopolitique d'un géant technologique](#)" et de "[Techno-politique du cyberspace](#)"
- **Victor Storchan**, ingénieur en machine learning, co-fondateur et directeur de la start-up [Althiq](#), auteur de "[Prendre la mesure de l'intelligence artificielle](#)".

### Compte-rendu

**Pierre Ramond** (modération), après avoir rappelé que le numérique est aujourd'hui un espace de conflictualité important et structurel, demande à **Louis de Catheu** comment définir et caractériser le « techno-nationalisme » américain, tel que défini par Jake Sullivan dans un discours [décrypté dans nos colonnes](#). Ce terme, d'après l'auteur de cette analyse, renvoie à une mutation de fond du rapport de l'État fédéral à la technologie, celle-ci recoupant aujourd'hui des impératifs de sécurité nationale. Cela apparaît clairement dans la « *National Quantum Strategy* », ou dans le rapport de la *National Security Commission on AI*, dirigé par Eric Schmidt (ex-PDG de Google) : les technologies quantiques ou l'intelligence artificielle y sont présentées comme des outils pour le déchiffrement stratégique, ou comme des techniques à mettre au service des forces armées. La politique industrielle américaine et les efforts déployés en matière de recherche et développement - notamment pour les semi-conducteurs - sont ainsi conçus comme des priorités technologiques autant que sécuritaires, symptomatiques d'un regard nouveau porté sur la science et la technologie : de biens publics non-exclusif et a priori exempts de rivalités, elles sont devenues un « carburant dans une course ». En témoigne le changement de nom du *CHIPS and Science Act*, voté l'été dernier par les Etats-Unis, initialement baptisé *Competition Act*. Le regard porté sur ces questions est également aujourd'hui moins internationaliste et fondé sur le partage des connaissances que centré sur la nation et sa souveraineté : le Royaume-Uni fait par exemple l'éloge, dans l'*Integrated Review* parue en 2021, de son génie national et se présente comme un « *science superpower* ». Côté états-unien, la montée en puissance de la Chine fait craindre une perte du leadership scientifique et entraîne l'accélération de développement de dispositifs technologiques de sécurité nationale ; en Europe, l'influence chinoise tente d'être endiguée par un ralentissement des

échanges scientifiques et une limitation de l'export de technologies de pointe (semi-conducteurs, puces, cartes graphiques GPU).

Si la technologie est devenu un enjeu critique et un axe clé des politiques de sécurité nationale, il en va de même pour l'Intelligence Artificielle qui, selon **Victor Storchan**, est aujourd'hui moins l'objet d'un débat technique que stratégique : entre le rapport Villani - *AI for humanity* - de 2019-2019, qui présentait l'IA comme un moyen d'améliorer la vie pour tous, et le dernier *Blueprint for an AI Bill of Rights* publié par la Maison Blanche et sous-titré « *Making automatic systems work for the American people* », les débats sur l'IA ont bel et bien changé de ton. L'IA entre même dans des débats sur la souveraineté - la Corée du Sud, par exemple, qui, en répliquant le modèle américain OpenAI prétend se doter d'un moyen d'assurer sa souveraineté -. Plus généralement, on assiste, selon **M. Storchan**, à une accélération du déploiement de la technologie : les outils d'IA mettent aujourd'hui seulement quelques jours avant d'atteindre le million d'utilisateurs. Sur le plan de la sécurité, ces outils participent à une « hybridation de la conflictualité », en tant qu'ils sont mis à profit dans des stratégies de désinformation et de déstabilisation des Etats. Ils sont ainsi un enjeu majeur en termes de cyber-sécurité.

Une telle migration du débat du domaine technique vers la sphère politique conduit à envisager la notion de « techno-politique » de la puissance, comme l'écrit **Asma Mhalla** dans nos colonnes. Cette notion pose directement, selon elle, la question de la compréhension de la répartition du « pouvoir » et de la « puissance » entre Etats et acteurs hybrides formant l'écosystème complexe des Big Techs, mais aussi de « l'ambivalence » de cet écosystème. Si ces entreprises de haute technologie sont privées, elles ne sont pas moins développés dans le cadre du complexe militaro-industriel états-unien et servent un but double, à la fois militaire et civil, obéissent à une double exigence : leur croissance propre, et l'obligation d'être des auxiliaires de la politique de sécurité fédérale. La cognition d'intérêts entre ces acteurs privés et la projection de puissance états-unienne pose question, au même titre que la gestion des données, ou encore la régulation de la compétition entre les entreprises de très haute technologie. La gestion de la compétition avec la Chine fait également l'objet de réflexions de fond aux Etats-Unis. Elle semble passer par le mise en place d'une stratégie et d'un narratif violent, belliciste, motivant des politiques volontaristes (notamment concernant les semi-conducteurs) voire d'alliances avec des pays d'Europe (signature du *Cloud Act* en 2018) ou de l'indo-Pacifique. Les tensions avec l'Europe - notamment sur la gestion des données - sont néanmoins patentes : la mise en place du *Cloud Act* participe d'une « arsenalisation » du droit et des géants technologiques, dans le cadre d'une volonté états-unienne de contrôle des points nodaux du réseau global. Un autre exemple de cette stratégie, selon **Asma Mhalla**, est la mise en place d'un contrôle, grâce à l'extra-territorialité du droit états-unien, de l'export vers la Chine des technologies développées par les hollandais d'ASML, critiques dans la fabrication des semi-conducteurs. Il semble, en somme, que les Etats-Unis mettent en place une « arsenalisation des interdépendances » par le biais d'une stratégie technologique mise au service d'une idéologie, le tout s'inscrivant dans le contexte de la fragmentation de l'espace numérique (« Splinternet »).

**Pierre Ramond** pose alors la question du rapport entre Etats et grandes entreprises, et de la façon dont ceux-ci mettent en place, articulent voire révisent leurs politiques industrielles et numériques. Selon **Louis de Catheu**, les Etats-Unis « veulent aller plus vite » : en témoignent la hausse des investissements en R&D, le crédit fédéral de 39 milliards de \$ dans le cadre du CHIPS act, les crédits à l'impôt pour les entreprises du secteur technologique, les créations de banques vertes et les hausses de crédits pour les technologies vertes - dans le cadre de l'*Inflation Reduction Act* -, entre autres mesures. L'Etat fédéral déploie aussi des efforts conséquents en matière de ressources humaines et de formation. La question du re-découpage sectoriel des grands groupes des Big Techs est, par ailleurs, une question politique qui divise les camps républicains et démocrates. C'est aussi une question sécuritaire pour l'Etat américain et la National Security, dont les liens sont toujours plus étroits avec les directions de ces groupes<sup>1</sup>.

**Victor Storchan** souligne cependant que la question se pose en des termes différents dans le domaine de l'IA, composé moins des grands groupes que des petites structures à faible capital social, mais qui ne touchent un nombre immense d'utilisateurs : Instagram, par exemple, ne comptait que quatorze employés avant son rachat par Facebook (pour 1 milliard de \$). On retrouve de tels écosystèmes en Chine, où les entreprises d'IA sont en lien étroit avec l'Armée populaire de libération - et passent entre les mailles du filet de l'*export control* états-unien -. Concernant le *Regulation Act*, actuellement en débat au parlement européen, **Victor Storchan** montre qu'il pose un très grand nombre de questions, de la définition même de l'IA à la mise en place de collaborations transatlantiques, en passant par la nécessité d'aligner les politiques de régulation européennes avec des institutions et entreprises états-uniennes redoublant d'efforts en matière de lobbying.

Etats, entreprises, individus : le passage à la dernière échelle d'analyse conduit **Pierre Ramond** à questionner **Asma Mhalla** sur la nature de la doctrine Musk. Il s'agit, selon elle, de prendre au sérieux les positions de nouveau patron de Twitter, que l'on peut résumer à l'aide du triptyque « idéologie, technologie, économie ». Le volet idéologique de la doctrine Musk est composé de trois niveaux :

- *Apologie de la liberté d'expression* : sa conception maximaliste de cette liberté, qui rappelle le premier amendement même de la Constitution américaine, l'a conduit à racheter Twitter, qu'il prétend transformer en un espace public libéré de modération, et épuré par la mise en place d'une politique tarifaire - qui, pour l'heure, reste un échec -.
- *Ultra-conservatisme en termes de mœurs*, qui motive son management brutal et sa croisade « anti-woke » qu'il mène aux côtés de la *PayPal Mafia* (Peter Thiel, David Sacks, entre autres).
- *Une vision « long-termiste »* : volonté de financer les conditions de possibilité de la prospérité humaine sur le très long terme, et ce peu importe le coût éthique et moral actuel.

---

<sup>1</sup> Cette question, comme le rappelle **Pierre Ramond**, a été abordée dans *Le Grand Continent* par Eric Schmidt dans un article intitulé [La métamorphose](#).

**Asma Mhalla** montre ainsi que l'acquisition de Twitter est la première étape du projet Musk, et notamment la première brique apportée au projet « X-App », qui a pour objectif, à terme, de centraliser toutes les activités numériques des utilisateurs (des likes aux paiements). L'aboutissement d'un tel projet, couplé aux initiatives *Starlink* et *SpaceX*, conférerait à Musk une « puissance » démesurée, qui rebattrait les cartes du rapport entre les Etats. Les enjeux numériques et cyber structurent déjà, par « touches impressionnistes », l'avenir immédiat de la démocratie américaine, miné par les convergences entre les idées des Qanon qui se déplacent dans le champ politique et par les efforts de cyber-déstabilisation chinois et russes.